



Le FMI conclut sa mission en Tunisie avec des « progrès notables »

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par Björn Rother s'est rendue à Tunis du 4 au 18 juillet pour discuter d'un éventuel soutien financier du FMI au programme de politiques et de réformes économiques des autorités. Au terme de la mission, Rother a publié la déclaration suivante :

« Les discussions sur un nouveau mécanisme élargi de crédit (MEDC) pour soutenir les politiques économiques et les réformes des autorités ont été productives. Elles se poursuivront au cours des prochaines semaines en vue de parvenir à un accord au niveau du personnel. Comme c'est toujours le cas, l'accord final sur un accord de programme sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration du FMI.

« Les autorités font des progrès importants dans leur programme économique, en étroite coopération avec les ministères et les institutions à l'enseigne d'une vision commune solide. Il est maintenant essentiel d'accélérer la mise en œuvre de ce programme.

« L'économie tunisienne pâtit de l'impact économique de la guerre en Ukraine, qui a constitué un choc externe majeur, en plus de la pandémie de Covid-19. Ces pressions s'ajoutent aux faiblesses structurelles sous-jacentes de l'économie. Les perspectives à court terme sont difficiles, car la croissance va probablement ralentir, tandis que la hausse des prix internationaux de l'énergie et des denrées alimentaires aggrave une inflation déjà élevée et accroît les déficits budgétaires et extérieurs ainsi que la dette. Des mesures urgentes sont nécessaires pour réduire ces déséquilibres d'une manière socialement durable.



« Les services du FMI soutiennent les priorités du programme de politiques et de réformes économiques des autorités. Il est important de s'appuyer sur les progrès récents réalisés pour améliorer l'équité fiscale, étendre la couverture des filets de sécurité sociale et augmenter les transferts en espèces, redresser les entreprises publiques déficitaires et contenir les dépenses publiques courantes. Ce dernier point nécessitera de réduire la croissance de la masse salariale de la fonction publique au cours des prochaines années et de supprimer progressivement les subventions à l'énergie par des hausses de prix régulières qui lient les prix nationaux aux prix mondiaux du pétrole et du gaz naturel. Il est tout aussi important de renforcer l'équité fiscale en faisant entrer le secteur informel dans le filet fiscal et en garantissant des contributions plus importantes des professions libérales. Il sera tout aussi crucial de progresser rapidement dans les efforts en cours pour renforcer le filet de sécurité sociale et étendre sa couverture afin de compenser l'impact de la hausse des prix des biens administrés par le biais de transferts en espèces aux ménages vulnérables et d'un certain soulagement pour la classe moyenne. La Banque centrale de Tunisie a commencé à resserrer sa politique monétaire pour protéger le pouvoir d'achat des Tunisiens face à une inflation élevée et en accélération. Nous convenons que cette action devrait se poursuivre au cours de la période à venir.

« Nous saluons l'ouverture du gouvernement et des partenaires sociaux à un dialogue constructif sur la mise en œuvre d'un programme économique socialement conscient et favorable à la croissance. Nous espérons que les partenaires sociaux et les autres parties prenantes importantes pourront s'unir autour de cet effort. Une large adhésion sera essentielle pour accomplir la tâche urgente de réduire les déséquilibres macroéconomiques, consolider la stabilité et soutenir la croissance créatrice d'emplois qui est nécessaire pour activer le potentiel économique substantiel de la Tunisie au profit de tous les Tunisiens.



« La communauté internationale devra à nouveau jouer un rôle important en facilitant le programme des autorités par le déblocage rapide de financements. Cela sera indispensable pour assurer le succès de la politique et des efforts de réforme des autorités », conclut le chef de la mission du FMI.

Le FMI précise que sur la base des conclusions préliminaires de la présente mission, ses services élaboreront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la direction, sera présenté au Conseil d'administration du FMI pour discussion et décision.

Source : African Manager